



Communiqué de presse  
Pour diffusion immédiate

## Paix, climat et justice sociale Des centaines de personnes manifestent pour le Jour de la Terre à Québec

Québec, 22 avril 2026 - Alarmées par la multiplication des conflits, la confirmation de l'accélération du réchauffement climatique et de nouveaux reculs dans la lutte aux GES, des centaines de personnes ont répondu à l'appel de la Coalition régionale pour la justice climatique et sociale. La manifestation a pris son départ devant l'École Joseph-François-Perrault pour se diriger vers l'Assemblée nationale, où des représentant-e-s de plusieurs groupes sociaux ont pris la parole.

### La paix s'invite au Jour de la Terre

Cette année, la Coalition régionale pour la justice sociale et climatique a choisi d'intégrer la paix aux thèmes habituels du Jour de la Terre. « **L'humanité fait actuellement face à une accélération extrêmement grave des conflits armés. Depuis 2010, leur nombre a presque doublé et le nombre total de morts a quintuplé et malheureusement ce sont les filles et les femmes qui sont les plus touchées par ces conflits; pensons aux violences sexuelles utilisées comme arme de guerre, aux déplacements forcés, aux attaques contre les infrastructures de santé et à l'éducation des filles prises pour cible. Au-delà de cette catastrophe humanitaire, ces conflits représentent en plus une hausse majeure des émissions de GES et de la destruction des milieux naturels. Les dirigeants des États qui s'enfoncent dans cette spirale meurtrière devront tôt ou tard répondre de leurs crimes contre l'humanité** », a dénoncé Claire Murati, du Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale.

### La lutte pour le climat est une lutte pour la justice sociale

Les scientifiques sont unanimes : la situation climatique en 2026 est critique et continue de s'aggraver, comme le confirment plusieurs indicateurs anticipés depuis des décennies. « **Nos gouvernements se mettent la tête dans le sable. Alors que le cap des 1,5 °C se confirme, les gouvernements fédéral et provincial repoussent les échéances de réduction des GES, annulent des mesures de transition et relancent la production d'énergies fossiles** », s'alarme Naélie Bouchard Sylvain, du Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et Chaudière-Appalaches. « **Pourtant, les impacts sur la population sont déjà visibles : pressions croissantes sur les systèmes de santé, insécurité alimentaire accrue, déplacements de populations liés au climat et aggravation des inégalités sociales. Pas question qu'on baisse les bras** », poursuit-elle.

### Bâtir un mouvement de résistance

La Coalition refuse d'adoucir le ton et veut envoyer un message très fort à tous les élu-e-s de l'Assemblée nationale. « Les gouvernements se servent de la conjoncture internationale et de l'incertitude économique pour renier des engagements qui étaient déjà insuffisants pour faire face à l'urgence climatique, c'est absolument inacceptable! Les défis en environnement demeurent entiers,

on ne peut plus pelleter en avant, la cours est pleine. C'est totalement irresponsable et égoïste de refiler la facture climatique aux générations futures. Plus on attend, plus ça va coûter cher et hypothéquer notre compétitivité économique dans un monde où les normes environnementales pèsent de plus en plus lourd. C'est maintenant qu'il faut poser des gestes forts pour assurer une transition juste pour les communautés et les travailleuses et les travailleurs sinon on court le risque de manquer le bateau et d'être éternellement en mode rattrapage face à nos partenaires internationaux, » s'insurge François-Proulx Duperré, du Conseil central de Québec-Chaudière Appalaches (CSN).

« L'entêtement à ne rien faire frise l'absurde comme l'illustre le refus de la CAQ de conclure une entente avec Ottawa permettant au Québec d'accéder aux sommes prévues dans le Fonds pour le transport en commun du Canada. Ce sont des milliards de dollars dont on se prive volontairement alors que l'on sait très bien que le transport en commun a un rôle clef à jouer en matière de justice climatique et sociale. Ce n'est pas vrai que l'on va laisser passer ce genre de décisions absurdes! N'en déplaise à une certaine droite, les contre-pouvoirs vont continuer de jouer leur rôle. On ne se laissera pas désunir, on va continuer de se solidariser et de se mobiliser autant pour la survie de la planète que pour un filet social qui ne laisse tomber personne, » conclut le porte-parole.

La Coalition prévoit déjà de poursuivre la mobilisation dès la rentrée afin d'interpeller les candidat-e-s lors des élections provinciales.